

Mme Genetet est la cinquième ministre de l'Éducation nationale en deux ans. Le ministère de l'Éducation Nationale, sera-t-il enfin attentif aux revendications des équipes pédagogiques, des enseignant.es et des personnels ? Encore faudra-t-il avoir un budget à la hauteur des besoins !

Sans parler du bilan désastreux de la situation de l'école en France, l'Union syndicale Solidaires constate encore une fois que l'Éducation Nationale n'est pas une priorité pour le nouveau gouvernement. Manque de sérieux dans l'approche des problèmes des enseignant.es et des personnels, beaucoup de communications futiles ou erronées sont notre quotidien. L'école inclusive en est un parfait exemple. Le recrutement des AESH n'est pas suffisant pour combler les besoins des élèves en situation de handicap et le ministère méprise les AESH engagé.es dans ce métier stressant, sans formation adéquate, avec un très faible salaire et des pressions incessantes des directions et de l'administration. Il faut considérer qu'un.e AESH est à temps plein à 28h/semaine.

Il faut aussi accorder aux AESH un statut de fonctionnaire et non se satisfaire de la titularisation après 3 ans. Seul le statut de fonctionnaire permettra à terme de mettre en œuvre une formation diplômante. Un autre exemple est la mise en place du SNU, un outil de communication vide d'ambition, vide de sens mais gonflé de moyens financiers et humains : un véritable gaspillage à l'heure d'une situation budgétaire délicate. Ce dérapage financier entraîne aussi des mises en danger morales et physiques pour les jeunes participant.es (cas d'agression, de harcèlement ou de propos délictueux de la part d'encadrants). Le SNU contraint les jeunes et le tissu associatif dans une vision étriquée et formatée ; rien ne prouvera jamais qu'il développe l'esprit citoyen. L'Union syndicale Solidaires revendique la suppression du SNU.

Les fédérations de l'Éducation de l'Union syndicale Solidaires signalent, en cette rentrée, l'énorme désorganisation de notre ministère. En effet, de nombreuses mesures du « choc des savoirs » sont mises en suspens alors que d'autres, toutes aussi néfastes, sont appliquées. La généralisation des évaluations nationales, accompagnée de toutes ses conséquences, présente un bilan très négatif. L'application de la réforme de la voie professionnelle de façon précipitée est encore un exemple d'absence d'anticipation et l'absence de réels soucis pour la pédagogie, pour les élèves. Les fédérations de l'Éducation de l'Union syndicale Solidaires revendiquent de meilleures conditions de travail pour les collègues face à ces cafouillages de rentrée et

face à la dégradation des formations proposées aux élèves et apprenti·es des lycées professionnels.

L'Union syndicale et les fédérations qui la composent continuent à lutter contre toutes ces mesures inégalitaires et destructrices de notre système scolaire. Les fédérations de l'Education de l'Union syndicale Solidaires revendiquent le retour à des épreuves ponctuelles dans toutes les disciplines au mois de juin et des moyens pour les établissements pour recruter des enseignant·es, AED, AESH, infirmier·es.

Les étudiant·es vivent dans des conditions de précarité extrême mais rien n'est fait pour les aider. Logements insalubres, difficultés pour se payer plus d'un repas par jour, protection sociale en danger, les fédérations de l'éducation de l'Union syndicale Solidaires alertent en cette rentrée et exigent une réaction du gouvernement à la hauteur de la situation. Mais, Monsieur Michel Barnier a donné dans son discours de politique générale la tonalité de la politique du gouvernement qu'il dirige. Sans surprise, il a confirmé la poursuite de la politique ultra-libérale au service des plus riches.

Sous prétexte de déficit public, des réductions records des dépenses publiques et sociales sont au menu de sa politique. Elles amèneront de nouvelles régressions pour les services publics et les droits des travailleurs et travailleuses. S'agissant de la réforme des retraites, il se dit prêt à des aménagements mais sans remise en cause de l'équilibre financier du système. Pour l'Union syndicale Solidaires, il faut revenir sur le recul de l'âge légal de départ.

Le gouvernement reprend de plus plusieurs idées nauséabondes de l'extrême droite en choisissant notamment de faire des immigré·es les boucs émissaires des difficultés sociales comme sur les questions sécuritaires. La composition de son gouvernement est un signal désastreux à l'égard des femmes et des LGBTI. Pour l'Union syndicale Solidaires et les fédérations de l'Education qui la composent, l'arrivée au gouvernement de personnalités aussi réactionnaires est inacceptable quand les inégalités sociales augmentent, et que la bifurcation écologique nécessaire ne cesse de reculer.

Pour l'Union syndicale Solidaires, il est urgent de répondre à trois priorités :

- 1. L'augmentation des salaires. Nous revendiquons une augmentation de 400 € pour toutes et tous et la hausse du SMIC à 2 000 € net.**
- 2. L'abrogation de la réforme des retraites. Le montant des pensions doit être revalorisé.**
- 3. La réimplantation des services publics de qualité partout sur le territoire.**

